

## ***Le Gueuloir***

« J'ai la gorge éraillée d'avoir crié tout ce soir en écrivant selon ma coutume exagérée. » Flaubert.

### Débat:

Rendez-vous le **1er avril**, Amphi Ellul pour un débat autour du thème:

**«Faut-il ouvrir Sciences Po à la discrimination positive?»**

Venez nombreux!

### Sommaire:

-La discrimination positive, p.2

-Le sens des mots, p.4

-Extrême droite/extrême gauche, p.5

-Héritage et perspectives de l'après Mitterrand, p.7

-Europe économique vs Europe politique, p.8

-Tu me tiens, je te tiens, p.10

*Pour nous contacter:*

*ailles-gauches@hotmail.fr*

## **Ailes Gauches, mode d'emploi**

### **Pourquoi « Ailes Gauches » ?**

Depuis la rentrée, les réflexions se sont multipliées, à gauche, sur la question : « comment parler politique... à Sciences Po ? ». Malheureusement, les réflexions sont restées confinées, de sorte qu'aucune association n'a vu le jour. Sans doute la faute au flou artistique actuellement proposé par les partis dits « de gauche ». La faute, également, à l'apathie politique des étudiants de l'IEP... à l'intérieur même des murs de l'IEP : un comble !

A tout seigneur tout honneur, la première tentative de « re-politisation » de Sciences Po revient à nos camarades de l'UMP. Malheureusement, ce qui devait être « une réunion des étudiants de la droite et du centre » se révèle être une simple succursale du parti au pouvoir. Au programme : caricature de la gauche, apologie du gouvernement et... adresse de la mairie de Bordeaux ?!

A contrario, nous pensons que le débat ne doit pas se limiter en un affrontement stérile entre membres de différents partis. Les étudiants de l'IEP n'ont pas vocation à singer les ténors politiques. Réfléchir, discuter, proposer : le débat nous intéresse. Pas le recrutement.

### **Qu'est-ce qu'Ailes Gauches ?**

Ailes Gauches est une association regroupant les étudiants de Sciences Po Bordeaux se reconnaissant de gauche, soit, sans tomber dans la caricature, des anarchistes aux radicaux. Elle n'est pas l'antenne locale d'un parti politique. Elle accueille des personnes, non des partis.

Ailes Gauches, comme son nom l'indique, assume la diversité inhérente à la gauche. Ces différentes tendances sont une constante de l'histoire des gauches : nous pensons qu'elles font leur force, et qu'elles feront la force d'AG.

Ailes Gauches est une association active au sein de l'IEP. Elle se pose en lieu de discussions et de débats : entre étudiants de gauche ; avec les étudiants d'autres sensibilités ; entre étudiants et personnalités diverses.

« Le Gueuloir » sera l'interface entre l'association et vous autres étudiants. En proposant des articles personnels, il veut apporter sa petite pierre à cette grande construction que constituent les gauches. Mais aussi et surtout stimuler les débats, les révéler, les catalyser et ne jamais oublier de questionner, de se questionner.

Les membres d'*Ailes Gauches*

## *De la discrimination positive*

Par Alexandre

« On ne peut pas prendre une personne qui, pendant des années a été enchaînée, l'amener sur la ligne de départ d'une course, lui dire alors « tu es libre de rivaliser avec tous les autres » et pensé qu'on a été parfaitement juste ». Nous sommes le 4 juin 1965, aux Etats-Unis, où Lyndon B. Johnson envisage de s'attaquer à un problème grave : l'inégalité flagrante qui touche les Noirs américains.

Depuis, l'idée de discrimination positive a fait son chemin. Jusqu'à cet attrait soudain, qui ne l'est pas tant que ça on le verra, pour une recette a priori contraire à notre pacte républicain. L'Union européenne a très certainement joué un rôle dans ce processus: depuis le traité d'Amsterdam de 1999, la lutte contre les discriminations relève en partie du droit communautaire. Mais les causes sont aussi et surtout endogènes : la question surgit dans un contexte avoué d'échec de notre modèle d'intégration. Dire que ce modèle est en crise, c'est aussi supposer un état passé de bonne santé, et donc s'entendre sur des valeurs communes. Cependant les justifications des remèdes doivent-elles seulement être puisées dans le passé ? Et puis après tout, la discrimination positive est-elle si loin de notre idéal républicain ?

Cette idée revêt en France un caractère particulier. Le terme dérange... En effet, il peut paraître contraire à un modèle hérité des Droits de l'Homme, basé sur l'égalité de droit. L'article 6 stipule que « Tous les citoyens [...] sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus de leurs talents ». La méritocratie (cette belle idée...) semble aussi en prendre un coup. Pourtant, la discrimination positive est déjà là ! Et depuis longtemps, à l'instar de l'instauration des Z.E.P en 1981 par Savary. Elle a depuis fait son bonhomme de chemin : on la retrouve dans des politiques préférentielles en matière d'emploi, dans la parité homme/femme en politique, et dans l'appréciation particulière de certaines collectivités territoriales. Alors pourquoi ce vacarme autour des conventions de Science Po Paris avec des lycées de Z.E.P, ou bien même des déclarations d'un Sarkozy : « Je suis pour la discrimination positive » ? Peut-être parce qu'il est justement temps d'en parler !

L'exemple américain nous amène à aborder la question avec une certaine retenue. En effet, le bilan de quarante années d'« affirmative action » n'est pas glorieux. Ces mesures qui devaient être passagères commencent à durer... Là où elles sont abandonnées, on observe un retour à la case départ. L'effet locomotive n'a pas eu lieu : ceux qui ont bénéficié de l'« affirmative action » se sont désolidarisés de leur groupe. De telle sorte que les universités américaines qui abandonnent leurs quotas voient chuter le nombre d'étudiants d'origine étrangère. Autre limite : il semble qu'une barrière infranchissable entoure les plus hauts postes (Powell et Rice apparaissant comme des exceptions qui confirment cette règle). Enfin, seul les plus favorisés des défavorisés ont pu bénéficier des ces mesures.

Le constat est pessimiste certes. Pourtant les discriminations sont là, et avec elles les inégalités. Alors que faire ? L'exemple américain paraît difficilement applicable en France, ni même souhaitable. Mais faut-il assimiler la discrimination positive à son illustration américaine ? Certainement pas. Une autre approche de ce remède (car il peut en être un) est possible. S'agit-il réellement d'un droit à la différence ou davantage d'un combat pour une « égalité des possibles » ?

La question de la discrimination positive est plus complexe : à partir de l'analyse des différences sociologiques observables objectivement (le Haut Conseil de l'évaluation de l'école a constaté en 2003 que 87% des enfants de cadres supérieurs obtiennent le baccalauréat contre 45% des enfants d'ouvriers non qualifiés), il convient de se demander : est-il légitime de les prendre en considération ? Une réponse positive peut amener différents types de moyens, notamment juridiques.

Bien sûr qu'il ne faut pas inscrire le principe de discrimination positive dans la Constitution! Celle-ci doit être perçue comme un moyen temporaire de parvenir à « l'égalité des possibles » : on pourrait parler de différenciation positive, plus juste que la traduction approximative jusque là faite du terme « affirmative action ». Je ne crois pas qu'il faille opérer une séparation entre politique de différenciation positive et politique de lutte contre les discriminations. La première peut s'inclure dans la seconde, et ne doit pas être une mesure démagogique sans suite.

Il est évident que la différenciation (ou discrimination si vous y tenez) positive n'est pas un moyen suffisant, mais il doit être accompagné de politiques structurelles remodelant notre système d'éducation pour l'essentiel, mais aussi la répartition des revenus... Mais c'est surtout la question de la mise en place qui pose problème. Car quels critères retenir? Certainement pas des critères ethniques ou religieux mais bien plutôt socio-économiques. Jusqu'à quel seuil ? Là encore la question est complexe.

Pour finir notons que la discrimination positive ne passe pas nécessairement par l'abaissement du niveau de sélection, pour l'emploi comme pour le concours. Il serait intéressant de se pencher sur l'exemple de l'ESSEC qui a pris d'autres mesures, dont on a bizarrement moins entendu parler... (bien joué la pub Monsieur Descoings !), fondées sur la logique de différenciation, mais avant le concours... Un professeur de cette école résume : « Plutôt que d'abaisser les barrières de sélection, il faut accompagner les élèves pour leur permettre de les franchir ». L'école, après avoir été présentée aux élèves de Z.E.P (car c'est souvent l'information qui leur fait défaut...), offre une formation aux lycéens intéressés et sélectionnés selon leurs capacités.

La discrimination ou différenciation positive apparaît, dans un contexte de panne d'intégration sociale, comme un moindre mal. Il aurait été plus plaisant de ne pas envisager la possibilité de la différenciation positive. Mais l'idée de donner plus à certain pour permettre à chacun, à mérite égal, d'avoir devant soi les mêmes rêves est louable. Il ne s'agit pas pour autant de sombrer dans l'égalitarisme : l'objet est de donner à tous la possibilité d'envisager le futur avec les mêmes armes. Il ne s'agit pas non plus de faire l'apologie des grandes carrières : le bonheur ne passe pas forcément par l'obtention d'un grand diplôme. Mais il faut que les gens qui en ont le mérite puissent véritablement décider ou non de mener la carrière de leur choix.

On l'aura compris la discrimination positive pose des problèmes techniques de mise en place. Indéniablement. Des problèmes de communication aussi : il ne faut pas qu'elle soit vue comme un passe-droit aux yeux des groupes qui seront concernés. Mais elle peut apparaître comme un signal politique fort, envers les classes défavorisées, palliant aux délais souvent longs de mesures structurelles indispensables et seuls véritables remèdes.

## *Le sens des mots*

Par Emmanuel

Je ne sais pas vous, mais je trouve qu'on utilise souvent les mots sans tenir compte de leurs définitions. Dans le cadre d'une discussion, il faut convaincre, persuader, séduire, alors on joue sur les significations instinctives et immédiates, sur les références symboliques et sur le sens des mots, sans jamais vraiment prendre conscience des confusions que cela génère.

Prenons la liberté par un exemple. Au premier abord, c'est le fait de pouvoir faire ce que l'on veut quand on veut. Liberté du désir, de la volonté, elle suppose que tout ce qui l'entrave n'est pas légitime puisque, ce qui compte, c'est la réalisation et la satisfaction personnelle. C'est un peu une liberté à la « Florent Pagny », genre j'ai le droit de penser ce que je veux et j'ai aussi le droit de ne pas payer mes impôts, parce que la société n'a qu'à se démerder toute seule ; genre c'est normal de gagner des millions de plus que les autres parce que, de toute façon, le système le permet et, qu'a priori, il n'y pas de raison de ne pas en profiter. Cette liberté absolue suppose que les gens n'ont jamais que ce qu'ils méritent, puisque, au final, on finit toujours par devenir ce que l'on veut et peut être. Elle nie les déterminismes et clame l'égalité des chances. Seules les forces aveugles du marché seraient à même d'influencer notre destin. Et que le meilleur gagne.

La droite défend cette vision de la liberté, une vision individualiste et concurrentielle sacralisée par l'idéologie du mérite, une vision consciente de sa force et de son bon droit. Elle affirme que l'ordre du monde offre des opportunités pour réussir, et que ceux qui échouent le méritent parce que, dans on veut, on peut. Mais cette vision de la liberté occulte l'emprise des déterminismes.

La condition humaine, c'est aussi l'empreinte d'une famille et d'un milieu, le poids d'un héritage économique, social et culturel. On peut échapper à ce qui nous détermine par la pensée et la réflexion, par la culture d'une conscience critique, on peut aussi échapper à ce qui nous détermine par des ambitions et des actes, mais ces émancipations individuelles sont rares et difficiles. Certains y parviennent. Ils ne sont pas nombreux. Quelqu'un conteste ? Qu'il ouvre les yeux une seconde et il verra des histoires personnelles et des destins collectifs marqués par le poids du déterminisme. Les faits sont là, il suffit de regarder un peu autour de soi pour prendre conscience que l'égalité des chances n'existe pas. A Science Po, quand on enlève les enfants de médecins, d'avocats, de patrons, les enfants de professeurs et de cadres, il ne reste plus grand monde. Je ne défends pas une vision absolue du déterminisme mais force est de constater que la société, dans son ensemble, connaît une reproduction sociale et économique rigide.

Alors bien sûr, je ne voudrais pas tomber dans la caricature. Les gens de droite ne sont pas des abrutis, inconscients d'eux-mêmes et uniquement tournés vers la seule satisfaction de leur propre intérêt. Ce serait trop facile pour vous et pour moi. Etre de droite, c'est accepter et valoriser le principe de la compétition, mais, de nuances en nuances, ce n'est pas forcément non plus mépriser la question sociale. Tout dépend de la tendance. Entre le libéralisme à outrance et la modération centriste, les positions, bien sûr, divergent. Seulement quand on considère objectivement les mesures prises de puis trois ans par l'UMP, le décalage entre le discours et les actes n'est pas et ne sera jamais crédible ; les prises de position, la formulation, la signification, beaucoup relève d'une logique de communication et de séduction.

Le discours fataliste se double d'une argumentation pseudo sociale qui peine à masquer les insuffisances de l'action politique.

Qu'à donc fait l'UMP pour réduire cette fameuse « fracture sociale », sinon la mise en place d'un ensemble de mesures qui favorise la précarité et la marginalisation des populations en difficultés ? Prenons, par exemple, le durcissement des conditions d'indemnisation des chômeurs. Après la réforme de l'Unedic, la réforme de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique pour tous ceux qui ne touchent plus les Assedic) réduit la durée de l'aide à une période de trois ans en espérant économiser, sur deux ans, environ 500 millions d'euros. L'objectif officiel est de faire des économies budgétaires et d'inciter les chômeurs à retrouver du travail. Mais, d'une part, c'est mal connaître les difficultés que connaissent les gens pour retrouver un emploi, surtout quand ils manquent de qualification et se désocialisent. Et d'autre part, quelle crédibilité accorder à cette mesure quand, en parallèle, le gouvernement diminue, dans une large mesure, les charges sociales des entreprises ? La compétitivité de l'économie n'est pas la seule raison de ce choix politique. Derrière, on retrouve l'idée du libre mérite et du chômage volontaire, on retrouve une conception de l'homme et de la société incompatible avec la poursuite d'un véritable programme social.

En attendant, dans notre monde de communication, la rhétorique est reine et, sur la scène, les pantins deviennent presque obscènes. Ainsi, quand notre premier ministre déclare, à la radio, qu'il est 'un libéral humaniste', ces mots, dans leur union improbable, ne signifient plus rien. C'est une parole vide et creuse, un discours qui brouille les définitions et le sens des mots, un discours qui, dans le fond, manipule le langage au service de la séduction.

## *Extrémité?*

Par Alexandra

Il y a encore peu j'ai eu l'occasion d'entendre, de la bouche de quelqu'un que je respecte, cette phrase qui me fait encore bondir, et qui vous énerve peut être vous aussi : « pour moi, l'extrême gauche c'est pareil que l'extrême droite », ou sous une autre forme « tous les extrêmes sont mauvais et dangereux ».

Je me considère d'extrême gauche tout en étant affiliée à aucun parti ni mouvement, ma parole est donc libre et non dictée par un dogmatisme quelconque.

L'extrême droite représente pour beaucoup d'entre nous l'horreur absolue en politique, la négation de l'individu, de ses droits fondamentaux, et nous l'associons automatiquement à ce que l'humanité a fait de pire au cours de l'histoire. Bien qu'elle tente aujourd'hui de changer son image en jouant sur la jeunesse (regarder la fraîcheur et la grâce de Marine Le Pen...) et en évitant, non sans mal (les relents de négationnisme lui étant dur à circonscrire), un discours trop ouvertement raciste et antisémite. Mais la façade ne change rien au fond et ne doit pas nous faire oublier que l'extrême droite reste ce qu'elle a toujours été : un mouvement sectaire, raciste et antisémite, qui ne peut nous conduire qu'à un Etat fasciste et réactionnaire.

Pour assimiler l'extrême gauche à l'extrême droite, certains utiliseront des exemples aussi divers que le stalinisme (qui rêve de vivre sous le stalinisme me fasse signe !...personne ? bon, tant pis...), ou le fait que des anciens d'extrême gauche soient maintenant parti voir Le Pen ( c'est affreux ils sont 2 !! juste comme ça, combien de français ont voté pour le Pen en 2002 ???? est-ce pour cela que l'on considère que les français sont tous d'extrême droite ?)...

Bref, l'extrême gauche ce n'est ni Staline II le retour, ni l'antichambre de l'extrême droite (on les craint autant que vous !! voir même plus parce que des amis se sont retrouvés à l'hôpital à cause d'eux).

L'extrême gauche pourrait se définir comme la partie de la gauche qui refuse d'accepter cette idéologie fataliste du moindre mal : le capitalisme effréné est source de problèmes réels... oui mais c'est un moindre mal !! on remet en cause des lois votées...oui mais nous n'avons pas le choix, c'est le jeu de la concurrence mondiale !! L'actionnariat mondial détruit des emplois partout... oui mais c'est la faute aux charges sociales !!

Notre société semble s'être engluée dans cette acceptation du pire, qui nous est toujours présentée comme une nécessité imposée par le contexte international ou européen. La France est ainsi toujours décrite comme un pays en danger et ce par la faute de notre système social trop lourd et trop éloigné des réalités... Bien sur, rien n'est parfait... ce système coûte cher et n'a pas l'efficacité ni la productivité d'une start-up tenue par de jeunes loups aux dents aiguisées ni par des machines... Mais ce système est une avancée sociale et humaine qu'on ne peut détruire. Souhaiteriez-vous honnêtement un système dans lequel les chômeurs ou les bas salaires ne peuvent pas se soigner parce que cela coûte trop cher ?

Certes les partis qui sont censés représenter l'extrême gauche ne sont pas les meilleurs...

Personnellement je n'adhère pas du tout à cette vision en noir et blanc que Lutte ouvrière et parfois la LCR ont du monde. Le patron n'est pas un ennemi en ce qu'il est patron, le déterminisme social n'est heureusement pas une donnée absolue !! J'ai même du respect pour les gens qui s'investissent à fond pour créer une entreprise et faire en sorte qu'elle marche, à l'inverse, ce n'est pas parce que l'on est ouvrier que l'on est respectable... Le noir et blanc est absurde car l'Homme est bien plus complexe et bien plus contradictoire que cela. L'extrême gauche ne doit pas être ainsi identifiée à certains partis car il s'agit d'un mouvement humaniste bien plus large et divers...

Au niveau international, l'extrême gauche est très liée aux mouvements alter mondialistes, bien qu'à son image, ils soient très divers...

Mais malgré cette diversité profonde, une chose nous relie tous : c'est la volonté de refuser la fatalité et de tenter de formuler une alternative possible. Ce travail de recherche n'est pas évident, car le monde actuel est complexe et dirigé par des acteurs variés et parfois insaisissables. Mais tel est l'objectif des forums sociaux : faire se rencontrer les différents acteurs (de terrains, politiques, membres d'associations et particuliers...) pour échanger sur de vastes sujets (sans synthèse de fin pour laisser la diversité s'exprimer) et tenter ensemble de trouver les moyens concrets de changer la donne. Certains nous traiteront d'utopistes, d'autres de dangereux terroristes, mais nous sommes avant tout un ensemble, certes hétérogène, de gens qui veulent agir, aussi difficile et peut-être irréalisable soit la tâche, à notre échelle (qu'elle soit locale ou internationale), avec nos moyens et nos modes d'actions (actions de terrains, contre pouvoir local, action politique et/ou institutionnelle nationale ou internationale...).

Notre monde n'est pas le meilleur, mais la seule chose que l'on puisse faire est encore de tenter de changer les choses, car au moins nous aurons essayé.

Si l'on utilise cette appellation « extrême » qui suscite tant de méfiance, il ne faut pas voir y une bande d'excités obsessionnels et excessifs. Ce terme extrême définit plutôt une exaltation et une détermination, cette volonté profonde d'agir et de ne pas faire passer la politique et le social après l'économique. L'extrême ne définit pas dans ce cas une action hors de toute mesure et de toute ouverture d'esprit, mais une réflexion passionnée et intense qui nous pousse en avant. Le dialogue avec la gauche dans son ensemble reste essentiel et ma participation à cette association et à ce journal le prouve.

# *La gauche est-elle morte?*

Par Marion

Face au mythe et aux grandes années de la Gauche plurielle, la Gauche actuelle semble bien morne. On peut accuser Mitterrand d'avoir étouffé sa propre famille politique comme s'il ne devait rien rester après lui. Néanmoins, n'a-t-elle pas elle-même contribué à couper la branche sur laquelle elle reposait en s'éloignant des attentes des Français ?

Un héritage ambivalent pèse encore de tous son poids sur la Gauche française bien au-delà du simple Parti Socialiste. Malgré l'intermède cohabitationniste et les dernières régionales, elle paraît bien incapable de construire un projet d'alternance cohérent et solide. Elle tend à s'empêtrer dans un passé trop lourd à porter et avec lequel elle ne parvient pas à rivaliser. Dix ans après les années Mitterrand, la Gauche aurait encore la « gueule de bois ».

Paroles, paroles me direz-vous. Soit. Je n'ai pas la prétention de savoir ce dont la Gauche aurait besoin pour se relever. Néanmoins et pour couper court aux critiques des tenants de l'action, je m'avancerais à proposer quelques modestes réflexions.

Ne nous y trompons pas. L'apathie concerne toute la classe politique en dépit de l'apparent dynamisme de la droite. Les grands partis français semblent s'être coupés des réalités quotidiennes de la population. Un effort de (re)connection de la classe politique nationale avec la fameuse « France d'en bas » serait souhaitable pour élaborer une alternative acceptable.

Face aux nouveaux défis auxquels la France doit faire face, il est grand temps que la Gauche retrouve un nouveau souffle, qu'elle se saisisse des grandes questions qui traversent notre société. Elle ne peut plus se contenter de se poser en simple observateur, en commentateur de la politique. Il lui faut dès à présent construire des projets cohérents d'avenir pour notre pays, pour la France.

A l'heure de la « grogne sociale », la Gauche dans son ensemble devrait s'emparer des revendications. Non pour opposer une critique incessante au gouvernement. Car toute opposition demeure stérile tant qu'elle ne s'accompagne pas de propositions. Or celles-ci se font bien rares.

Ecouter, comprendre, certes, mais surtout étudier attentivement les Français. C'est le minimum requis pour pouvoir construire d'éventuelles solutions. On entend souvent qu'un autre monde est possible. Très bien ! Commençons enfin à le bâtir !

Au risque de passer pour une romantique utopiste, je crois qu'il est envisageable de créer des projets en partenariat avec les forces sociales de la France. Promouvoir des comités de recherche, des sociétés de réflexion qui ne se limiteraient pas aux seules bases militantes. Les partis doivent s'ouvrir à la société. Une coopération structurée avec des associations locales et nationales, avec des délégations des différentes forces de la nation est possible. Possible et nécessaire à quiconque prétend répondre aux attentes d'une population.

Les associations sont une illustration des problèmes qui sous-tendent la société. Elles pourraient être amenées à jouer un rôle de catalyseur entre les aspirations des citoyens et les politiques à mettre en œuvre à l'instar de S.O.S Racisme dans les années 1980. Faire des associations un partenaire privilégié dans un cadre décentralisé pourrait favoriser l'élaboration d'un programme pertinent et réalisable.

Cette collaboration existe déjà me direz-vous. En effet. De grandes réflexions avec des associations ou divers groupes ont été mises en œuvre sur des sujets hautement problématiques (sur les signes religieux à l'école, sur la parité ou encore les 35H par exemple). Néanmoins, on peut regretter le caractère par trop ponctuel de ces grands débats. Ce devrait être permanent et ne pas s'arrêter aux seuls thèmes faisant la une des journaux.

Ainsi, nous devons penser puis construire le monde que nous voulons pour les générations futures. Si nous nous en donnons les moyens alors j'ai la conviction que de beaux jours attendent encore la Gauche française.

## ***Europe Politique versus Europe Économique***

Par Colonel Z

Tout le monde a ses défauts. Certains mangent des brocolis, d'autres écoutent Lorie à longueur de journée (ce n'est pas une remarque anti-Raffarin, enfin, si, mais pas que)... Tout le monde, je vous dis. Moi, mon défaut, c'est d'aimer l'économie. Je sais, c'est terrible, mais c'est comme ça. Et je suis de gauche en plus. Malheur.

Alors quand on me pose un problème politique, je ne peux pas m'empêcher d'y jeter un œil économique. Entendons nous bien : je parle ici de vraie économie, faite par des économistes. Pas du discours parfaitement puant du Medef, qui n'est pas économique mais patronal, ou de ceux qui voudrait imposer une logique économique à l'État. Je pourrai écrire beaucoup là-dessus (et avec beaucoup d'insultes), mais ce n'est pas le sujet.

L'Europe. Ça c'est un bon sujet. Le traité constitutionnel, la Turquie, tout ça... Vous voulez mon avis ? Ça tombe bien, je suis là pour ça.

A l'occasion du débat sur le traité, on entend beaucoup critiquer l'Europe économique, l'Europe simple marché, zone de libre échange. On a raison, sauf qu'on ne le fait que rarement avec des arguments pertinents. On y oppose généralement l'Europe politique, l'Europe puissance, l'Europe Nation, biffer les mentions inutiles. C'est une erreur, sauf à considérer qu'il y a une stricte barrière entre l'économie et le politique, c'est-à-dire oublier que l'ordre économique découle et est géré par le politique. Certains le font, notez bien, Alain Madelain par exemple, mais le pauvre, on ne peut pas trop lui en vouloir...

L'Europe ne peut plus se limiter à être une simple zone de libre-échange, type ALENA, pour la simple et bonne raison qu'elle ne constitue plus un ensemble économique cohérent. Faire un marché commun strict était parfaitement normal à l'époque des 6, peut encore quand on était 15... Depuis l'élargissement, ce n'est plus possible.

L'idée de base d'une zone de libre-échange est de créer un choc sur les entreprises afin qu'elles se modernisent, s'agrandissent, deviennent plus efficaces et embauchent.

Aujourd'hui les entreprises de l'Europe sont trop disparates pour qu'on s'en tienne là.

Le projet supposait une concurrence plus ou moins loyale, certes possible avec un petit nombre de pays.

structurellement proches, mais à laquelle il est difficile de croire aujourd'hui, avec non seulement une concurrence entre les systèmes sociaux, mais aussi entre les types de conventions propres à chaque pays (du genre, le type de négociation salariale).

Le projet supposait une concurrence plus ou moins loyale, certes possible avec un petit nombre de pays structurellement proches, mais à laquelle il est difficile de croire aujourd'hui, avec non seulement une concurrence entre les systèmes sociaux, mais aussi entre les types de conventions propres à chaque pays (du genre, le type de négociation salariale).

Alors que faire ? Suivre le projet de certains (dieu merci, pas tous) altermondialistes bas de plafond et en revenir au protectionnisme ? Marcher vers l'Europe nation ?

Je ne crois plus à l'Europe nation, l'Europe politique. C'était peut-être cohérent à l'époque des 6, mais aujourd'hui, est-ce encore gérable ? Va-t-on pouvoir se mettre d'accord, constitution ou pas, sur un projet politique qui satisferait à la fois la Pologne, la France et le Royaume-Uni ? Trop de conceptions différentes de l'Europe sont en concurrence pour que ce soit aujourd'hui crédible, à court terme tout au moins.

Alors à quoi sert l'Europe, si elle n'est pas un espace politique ? Et bien, simplement l'occasion de construire un modèle économique différent que le libéralisme états-unien souvent incohérent que l'on a bien souvent voulu nous imposer et qu'on a bien souvent été obligé d'accepter. L'Europe bénéficie d'une assez faible dépendance à l'extérieur (sauf en terme de climat des affaires, mais on peut pas tout avoir). Vous avez entendu parler d'économie-monde, non ? Bon, alors. A partir de là, il serait possible de constituer un système plus social, avec des mécanismes de redistribution adaptés au niveau européen, et un interventionnisme bien calibré (expliquer clairement ce que serait un interventionnisme moderne me prendra minimum un autre article, sinon débrouillez-vous avec la BU, je vais pas tout faire non plus !)

Certains diront : « c'est une Europe politique, ça, non ? ». Pas vraiment. Tout ce dont a besoin l'Europe, c'est d'une compétence budgétaire élargie, et d'une réforme de la Banque Centrale (je rabâche : son seul objectif est le contrôle de l'inflation, ce qui est stupide, alors qu'elle devrait aussi se préoccuper de la croissance et de l'emploi, ce qui est le cas de la Fed). Alors on pourra envisager des relances européennes ou ciblées, des aides et subventions vraiment cohérentes, et tout ce que vous voulez. Il suffirait de concevoir un organe de décision économique efficace, sous le contrôle du parlement, parce qu'on reste quand même en démocratie. Tout ça pourquoi ? Et bien, pour commencer cela nous permettrait de nous livrer à l'équivalent international de montrer nos fesses aux Etats-Unis, dont on serait enfin un vrai rival... (N'y voyez aucun anti-américanisme primaire : un pays qui a donné au monde le Rock, Philip K. Dick, Nirvana et les pancakes ne peut pas être foncièrement mauvais...)

Certains diront que je suis obsédé par l'économie. Je m'explique : je ne crois pas que l'Europe soit prête pour une union politique (surtout si la Turquie nous rejoint, ce qui serait économiquement parfaitement souhaitable, mais c'est un autre débat). Alors n'hésitons pas à poursuivre la logique des « petits pas ». La politique étrangère et tout le bazar suivront. D'ici là, les Etats peuvent conserver des pouvoirs importants sur leur territoire (une contribution de l'ordre de 20% du PIB européen suffirait, laissant une ample marge de manœuvre aux Etats, c'est ce qui est pratiqué dans le cadre du fédéralisme états-unien).

Revenons-en au traité constitutionnel : sur tout ce que je viens de dire, il est on ne peut plus décevant. Il se contente de reprendre ce qui a été fait, sans rien apporter de nouveau en terme de régulation économique, lorsque c'est ce dont l'Europe a le plus besoin. Il s'apparente peu ou prou à un grand vide intersidéral. Et vu les difficultés qui semblent s'élever pour pouvoir le modifier par la suite, je ne suis pas encore persuadé de son bien fondé.

Enfin, pour finir, un dernier point fondamental : à priori, rien ne garantit que l'Europe adopte, si une union économique cohérente venait à se réaliser, les politiques keynésiennes (moderne, hein, le keynésianisme!) qui lui seraient indispensables, et je ne parle même pas de ce qui serait une harmonisation sociale progressive ou d'un système de redistribution au niveau de l'union. Pour cela, il faut quelque chose d'encore plus fondamental pour l'Europe : un gouvernement/organe de direction de gauche.

On est là pour ça. Au boulot, les gars !

## *Je te tiens, tu me tiens*

Par Salim

La droite française est débordée sur son extrême droite par des partis ou des mouvements populistes, antisémites et racistes. Les histoires de jeunesse de certains élus ou membre du gouvernement dans des groupuscules d'extrême droite sont la pour le rappeler. Ce mouvement possède ses organes de presse comme Minute, National Hebdo, Rivarol ou le traditionnel Action Française qui distille aux initiés la sainte parole. Mais qui aurait cru que l'un de ses militants historiques les plus actifs serait élu par ses pairs en décembre dernier à la tête d'une organisation patronale de la presse française, la Fédération Nationale de la Presse Française (FNPF) ? Irait-on jusqu'à imaginer qu'il est président du comité éditorial de Valmonde, groupe de presse gérant Valeurs Actuelles ? Peut-être les plus cyniques seraient-ils intrigués d'apprendre que le groupe Valmonde est propriétés de Serge Dassault, actuel sénateur UMP de l'Essonne ?

Et pourtant...François d'Orcival était bien un élément actif de la presse d'extrême droite des années soixante, travaillant pour des revues aux noms évocateurs : Défense de l'Occident ou Europe Action. Il s'engage même en politique à sa façon : dans Jeune Nation qui commet un attentat au palais Bourbon en 1958 ; il est fondateur de la Fédération des Etudiants Nationalistes, du Mouvement Nationaliste du Progrès ou encore du Groupements de Recherche sur la Civilisation Européenne (GRECE)...Il a même travaillé un temps pour Le Figaro-Magazine à la fin des années 70'. Les causes défendues sont pour certaines propre à l'époque (Algérie française, anti-gaullisme) ou malheureusement encore vivace (racisme, antisémitisme, antiparlementarisme...).

Et dire qu'on fait un scandale à l'Assemblée Nationale à cause des sympathies trotskistes de Jospin...Loin de moi l'idée de défendre qui que ce soit, c'est juste pour souligner à quel point l'indignation politique et médiatique est sélective. Pourquoi pas un monument à la gloire de l'OAS dans le sud de la France tant qu'on y est ?

Est-ce cela qui pèse tant sur la qualité de l'information délivrée par la presse française ? Du fameux « bagagistes de Roissy » à « l'agression du RER D », les dérapages sont monnaie courante. Ou ce serait peut-être le passé judiciaire du DG de la Socpresse, propriétés de S. Dassault ?

Toutes les nuances de la droite française, qui refusent pêle-mêle l'immigration, les acquis sociaux en tout genre, la transparence politique, le syndicalisme et la liberté d'information, ont non seulement leurs portes voix mais surtout le contrôle quasi monopolistique de la presse nationale. La presse doit véhiculer des « idées saines » et ne pas se laisser aller au gauchisme rampant du milieu journalistique d'après le sénateur UMP Dassault. Il y a plus drôle encore, mais ce n'est qu'une coïncidence : « Le problème, ce sont les écoles de journalisme. Elles sont marxistes, pour ne pas dire extrémistes » déclara Jean Marie Le Pen à Média en septembre 2004 en stigmatisant le CFJ à Paris ; Dassault, d'après Le Nouvel Obs, aurait fait une remarque similaire à des responsables dudit Centre de Formation des Journalistes, il n'y a pas si longtemps.

A tous les étudiants saints d'esprit qui souhaitent travailler dans les grands quotidiens nationaux ou régionaux de notre pays, révisez au plus vite votre ligne éditoriale si vous ne voulez pas tomber dans la trappe du « chômage généralisé » qu'il nous avait prédit sur France-Inter. De quoi se remémorer la phrase de Mirabeau et l'esprit révolutionnaire français : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ».